Gouvernement du Canada Government of Canada

Ministère des Finances Canada

Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Juillet 2015 : excédent budgétaire de 0,2 milliard de dollars

Le mois de juillet 2015 s'est soldé par un excédent budgétaire de 0,2 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 1,2 milliard en juillet 2014. Les revenus ont augmenté de 2,1 milliards (9,8 %), en raison de revenus plus élevés au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés et de la taxe sur les produits et services (TPS). Les charges de programmes ont augmenté de 0,9 milliard (4,2 %), sous l'effet de la hausse des principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, laquelle a été compensée en partie par la baisse des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard (4,8 %).

D'avril à juillet 2015 : excédent budgétaire de 5,2 milliards de dollars

Pour la période d'avril à juillet 2015 de l'exercice 2015-2016, le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 5,2 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 0,8 milliard pour la même période de l'exercice 2014-2015. Les revenus ont augmenté de 8,3 milliards (9,3 %), en raison de la croissance de toutes les sources de revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 3,0 milliards (3,8 %), ce qui est avant tout le résultat de hausses des principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,7 milliard (7,2 %), en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Juillet 2015

Le mois de juillet 2015 s'est soldé par un excédent budgétaire de 0,2 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 1,2 milliard en juillet 2014.

Les revenus ont progressé de 2,1 milliards de dollars (9,8 %) pour s'établir à 23,9 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (3,1 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (38,7 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (12,1 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (11,4 %). Cette augmentation est principalement attribuable à une hausse de 0,4 milliard (14,8 %) des revenus tirés de la TPS. Les taxes sur l'énergie ont augmenté de 7 millions, les droits de douane à l'importation ont progressé de 0,1 milliard, et les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 20 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 0,1 milliard de dollars (3,7 %), en raison de la croissance de la rémunération.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (18,1 %).

Les charges de programmes ont totalisé 21,3 milliards de dollars en juillet 2015, en hausse de 0,9 milliard (4,2 %) par rapport à juillet 2014.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,7 milliard de dollars (11,2 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,1 milliard (3,0 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard (4,9 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de

0,5 milliard (46,6 %), principalement sous l'effet de la bonification et de l'élargissement de la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE) à compter de janvier 2015.

- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (16,2 %), ce qui est attribuable aux augmentations prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires, ainsi qu'à une hausse des transferts destinés aux villes et aux collectivités canadiennes en raison de facteurs liés au calendrier des versements.
- Les charges de programmes directes se composent des paiements de transfert aux particuliers et aux organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou les principaux transferts aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, qui comprennent les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes de même que les charges des sociétés d'État. Les charges de programmes directes ont diminué de 0,7 milliard de dollars (7,3 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont diminué de 0,3 milliard de dollars (11,7 %).
  - Les autres charges de programmes directes ont diminué de 0,4 milliard de dollars (5,7 %).

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars (4,8 %), sous l'effet de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

D'avril à juillet 2015

La période d'avril à juillet 2015 de l'exercice 2015-2016 s'est soldée par un excédent budgétaire de 5,2 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 0,8 milliard pour la même période de 2014-2015.

Les revenus ont progressé de 8,3 milliards de dollars (9,3 %) pour s'établir à 97,2 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 2,0 milliards de dollars (4,8 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 1,3 milliard de dollars (11,0 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (6,9 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 1,6 milliard de dollars (9,9 %) de plus. Cette augmentation est principalement attribuable à une hausse de 1,3 milliard (11,5 %) des revenus tirés de la TPS. Les taxes sur l'énergie ont augmenté de 0,1 milliard, les droits de douane à l'importation ont progressé de 0,2 milliard et les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 45 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (3,7 %), ce qui traduit la croissance de la rémunération.
- Les autres revenus ont augmenté de 2,9 milliards de dollars (34,4 %), principalement sous l'effet du gain réalisé lors de la vente, en avril 2015, des dernières actions ordinaires de General Motors détenues par le gouvernement.

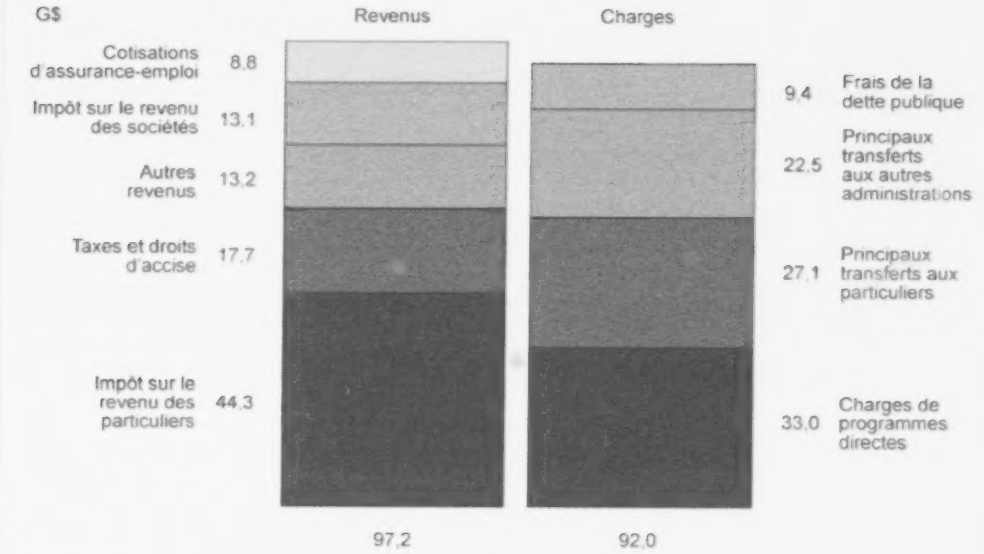
Pour la période d'avril à juillet 2015, les charges de programmes ont totalisé 82,6 milliards de dollars, en hausse de 3,0 milliards (3,8 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 2,7 milliards de dollars (11,0 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,7 milliard (4,9 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,3 milliard (5,0 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 1,7 milliard (39,6 %), principalement en raison de la hausse des prestations découlant de l'élargissement et de la bonification de la PUGE.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (4,6 %), principalement sous l'effet des hausses prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.

- Les charges de programmes directes ont diminué de 0,6 milliard de dollars (1,9 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (0,8 %).
  - Les autres charges de programmes directes ont reculé de 0,7 milliard de dollars (2,9 %), ce qui s'explique en grande partie par des coûts plus faibles au titre des régimes de retraite et avantages des employés, lesquels ont été partiellement compensés par la hausse des charges de fonctionnement des sociétés d'État.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,7 milliard de dollars (7,2 %), en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Revenus et charges (d'avril à juillet 2015)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 14,2 milliards de dollars d'avril à juillet 2015

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où ils sont gagnés ou elles sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées ou les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, y compris le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu de l'excédent budgétaire de 5,2 milliards de dollars et des besoins financiers de 19,4 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à juillet 2015 s'est soldée par des besoins financiers de 14,2 milliards, comparativement à des besoins financiers de 6,6 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 24,5 milliards de dollars

L'État a couvert ses besoins financiers de 14,2 milliards de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 10,3 milliards en augmentant la dette non échue de 24,5 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin de juillet 2015, les soldes de trésorerie s'élevaient à 38,2 milliards de dollars, en hausse de 4,7 milliards par rapport à la fin de juillet 2014.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Juillet		Avril à juillet	
	2014	**2015**	**2014–2015**	**2015–2016**
Opérations budgétaires				
Revenus	21 736	23 856	88 893	97 171
Charges				
Charges de programmes	-20 476	-21 334	-79 588	-82 630
Frais de la dette publique	-2 491	-2 372	-10 112	-9 380
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 231	150	-807	5 161
Opérations non budgétaires	-4 279	-9 138	-5 755	-19 401
Ressources ou besoins financiers	-5 510	-8 988	-6 562	-14 240
Variation nette dans les activités de financement	7 352	19 214	14 050	24 515
Variation nette dans l'encaisse	1 842	10 226	7 488	10 275
Encaisse à la fin de la période			33 563	38 226

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus

	Juillet			Avril à juillet		
	2014 (M$)	2015 (M$)	Variation (%)	2014–2015 (M$)	2015–2016 (M$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	11 121	11 466	3,1	42 268	44 317	4,8
Impôt sur le revenu des sociétés	2 048	2 840	38,7	11 836	13 138	11,0
Impôt sur le revenu des non-résidents	453	508	12,1	1 757	1 878	6,9
Total des impôts sur le revenu	13 622	14 814	8,8	55 861	59 333	6,2
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 829	3 249	14,8	10 848	12 100	11,5
Taxes sur l'énergie	469	476	1,5	1 753	1 852	5,6
Droits de douane à l'importation	447	526	17,7	1 534	1 733	13,0
Autres taxes et droits d'accise	515	495	-3,9	1 998	2 043	2,3
Total des taxes et droits d'accise	4 260	4 746	11,4	16 133	17 728	9,9
Total des revenus fiscaux	17 882	19 560	9,4	71 994	77 061	7,0
Cotisations d'assurance-emploi	1 773	1 839	3,7	8 494	8 810	3,7
Autres revenus	2 081	2 457	18,1	8 405	11 300	34,4
Total des revenus	21 736	23 856	9,8	88 893	97 171	9,3

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Table 3
Charges

	Juillet			Avril à juillet		
	2014 (M$)	2015 (M$)	Variation (%)	2014 –2015 (M$)	2015 –2016 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	3 604	3 712	3,0	14 273	14 971	4,9
Prestations d'assurance-emploi	1 286	1 349	4,9	5 869	6 165	5,0
Prestations pour enfants	1 060	1 554	46,6	4 275	5 968	39,6
Total	5 950	6 615	11,2	24 417	27 104	11,0
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 676	2 835	5,9	10 705	11 342	6,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 049	1 080	3,0	4 194	4 320	3,0
Total	3 725	3 915	5,1	14 899	15 662	5,1
Accords fiscaux et autres transferts	1 641	1 703	3,8	7 155	7 421	3,7
Villes et collectivités du Canada	357	979	174,2	987	979	-0,8
Abattement d'impôt du Québec	-375	-385	2,7	-1 503	-1 538	2,3
Total	5 348	6 212	16,2	21 538	22 524	4,6
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Affaires autochtones et Développement du Nord	443	546	23,3	2 053	2 143	4,4
Agriculture et Agroalimentaire	46	72	56,5	125	247	97,6
Emploi et Développement social	509	424	-16,7	1 509	1 798	19,2
Affaires étrangères, Commerce et Développement	157	132	-15,9	627	662	5,6
Santé	219	318	45,2	1 165	1 179	1,2

Industrie	168	176	4,8	691	707	2,3
Autres	971	552	-43,2	3 411	2 919	-14,4
Total	2 513	2 220	-11,7	9 581	9 655	0,8
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État	754	616	-18,3	2 329	2 646	13,6
Défense nationale	1 848	1 728	-6,5	6 439	6 349	-1,4
Tous les autres ministères et organismes	4 063	3 943	-3,0	15 284	14 352	-6,1
Total des autres charges de programmes directes	6 665	6 287	-5,7	24 052	23 347	-2,9
Total des charges de programmes directes	9 178	8 507	-7,3	33 633	33 002	-1,9
Total des charges de programmes	20 476	21 334	4,2	79 588	82 630	3,8
Frais de la dette publique	2 491	2 372	-4,8	10 112	9 380	-7,2
Total des charges	22 967	23 706	3,2	89 700	92 010	2,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Juillet		Avril à juillet	
	2014	2015	2014–2015	2015–2016
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 231	150	-807	5 161
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-451	-378	-1 096	-1 100
Autres activités d'investissement	1 946	-594	4 237	-895
Régimes de retraite et autres passifs	354	93	1 229	346
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	-5 112	-3 889	-13 709	-16 847
Opérations de change	-1 328	-4 679	2 179	-2 395
Amortissement des immobilisations corporelles	312	309	1 405	1 490
Total des autres activités	-6 128	-8 259	-10 125	-17 752
Total des opérations non budgétaires	-4 279	-9 138	-5 755	-19 401
Ressources ou besoins financiers	-5 510	-8 988	-6 562	-14 240

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Juillet		Avril à juillet	
	2014	2015	2014 –2015	2015 –2016
Ressources ou besoins financiers	-5 510	-8 988	-6 562	-14 240
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	4 592	8 751	5 844	7 763
Bons du Trésor	2 100	6 000	9 500	11 200
Titres au détail	-42	-21	-122	-79
Autres	0	0	0	0
Total	6 650	14 730	15 222	18 884
Emprunts en devises	-120	1 894	-340	2 954
Total	6 530	16 624	14 882	21 838
Réévaluation de swaps de devises	796	2 625	-970	2 410
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	7	-21	106	372
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	19	-14	32	-105
Variation nette dans les activités de financement	7 352	19 214	14 050	24 515
Variation dans l'encaisse	1 842	10 226	7 488	10 275

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Glenn Purves au 613-369-5655.

Septembre 2015

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2015)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document doit être adressée au ministère des Finance Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134